

Unité départementale des Alpes-maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 TOULON

TOULON, le 28/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2023

Contexte et constats

D/SPR/VJ/1444/2023

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALEOR (Groupe PIZZORNO)

109 rue Jean Aicard
83300 Draguignan

Références : D-UD83-2023-0503
Code AIOT : 0006402254

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2023 dans l'établissement VALEOR (Groupe PIZZORNO) implanté ZI des Férrières II 918 Route Nationale 555 83490 Le Muy. L'inspection a été annoncée le 05/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALEOR (Groupe PIZZORNO)
- ZI des Férrières II 918 Route Nationale 555 83490 Le Muy
- Code AIOT : 0006402254
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Valéor, filiale du groupe PIZZORNO Environnement exploite un centre de tri implanté au bord de la RD 1555, au sud-ouest de la ZAC les Ferrières, à l'ouest de la commune du Muy (83). L'installation est exploitée sous couvert d'un arrêté préfectoral complémentaire du 21/04/2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité des déchets
- Procédure d'export des déchets à l'étranger

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est présentée dans les pages suivantes.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Amende, Mise en demeure, déchets	15 jours
3	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Mise en demeure, déchets, Amende	15 jours
4	informations accompagnant le transfert transfrontalier de déchets	Règlement européen du 14/06/2006, article 18	/	Mise en demeure, déchets, Amende	15 jours
5	Transfert transfrontalier de déchets	Code de l'environnement du 14/06/2006, article L.541-40 II	/	Mise en demeure, déchets	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 04/01/2022, article L.541-43	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé que la traçabilité des déchets expédiés par la société VALEOR n'est pas assurée par l'exploitant conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement. De nombreuses mentions obligatoires du registre des déchets relatives à l'origine, le transport et la destination des déchets sont absentes.

Cette perte de traçabilité ne permet pas de justifier de la prise en charge des déchets de leur production jusqu'à leur élimination ou valorisation finale.

Concernant les déchets transférés à l'étranger, il a été constaté des manquements à la procédure d'information prévue dans le règlement européen du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets. Lors de l'inspection, l'exploitant a été dans l'incapacité de présenter les

documents Annexe VII (trop nombreux) devant accompagner les déchets expédiés. Il ne s'était également pas assuré du retour des documents complétés par les installations étrangères justifiant de la bonne réception des déchets.

Les documents d'accompagnement des déchets prévus à l'annexe 7 du règlement 1013/2006 qui nous ont été transmis sont incomplets en ce qui concerne les informations obligatoires, voire masquées pour certaines parties. Ainsi, il ne nous a pas été possible d'accéder à certains éléments essentiels permettant de connaître les filières de valorisation des déchets et de vérifier par ailleurs l'application de la procédure adéquate dans le cadre des transferts transfrontaliers des déchets.

L'analyse du registre des déchets au titre de l'année 2022 a permis de constater que pour un seul négociant de déchets sur les 7 qui contractualisent avec la société VALEOR, des déchets ont été transférés vers 12 destinations différentes situées en Espagne, toutes selon la procédure dite d'information (annexe VII). Les déchets transférés sont des balles de fibreux 1.02, 1.05, de housses 80/20, de cartons industriels, de plastiques rigides, du Combustible Solide de Récupération (CSR).

Le registre fait apparaître qu'entre les 6 et 27 octobre 2022, 127 tonnes de déchets de refus de tri ont été transférées vers une installation située en Espagne, à Palau Solitai Plegamani, sous le code D5 (centre d'enfouissement technique).

Aucune mention n'est faite quant à une éventuelle procédure de notification (consentement préalable des autorités des pays importateur et expéditeur), telle que prévue par le règlement susvisé. Or, le transfert de déchets destinés à l'élimination est soumis à la procédure de notification.

Par ailleurs, l'absence d'informations importantes telles que les installations réceptrices des déchets en sortie de l'installation n'est pas acceptable et nécessite des actions fortes et sans délai de la part de l'exploitant.

Il apparaît donc que l'installation est exploitée en méconnaissance de certaines règles relatives à la traçabilité des déchets et au transfert transfrontalier de déchets prévues par le code de l'environnement

Les informations contenues dans les registres sont essentielles pour garantir la traçabilité des déchets et le respect des filières de gestion en respectant le principe de la hiérarchie des modes de traitement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/01/2022, article L.541-43
Thème(s) : Autre, Tenue d'un registre des déchets
Prescription contrôlée : « I. Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. »
Constats : L'exploitant nous a transmis en amont de l'inspection une version informatique du registre des déchets au titre de l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Registre des déchets entrants
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

<ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
<p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement(CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Le registre des déchets entrants qui nous a été fourni ne répond pas totalement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, notamment en ce qui concerne les éléments suivants qui manquent au registre:</p> <p><u>Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : absence des informations suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, <u>ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets :</u> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement
<p>Observations : certaines informations sont consultables dans différents contrats établis avec les tiers mais il s'avère laborieux de consulter l'intégralité de celles-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, déchets, Amende</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Autre, Registre des déchets sortants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Le registre des déchets sortants qui nous a été fourni ne répond pas totalement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, notamment en ce qui concerne les éléments suivants qui manquent au registre:

Concernant l'origine des déchets:

- Absence de l'identité du ou des producteur(s) des déchets: raison sociale, n° SIRET et adresse, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets

Concernant la gestion et le transport des déchets:

- Absence de la raison sociale et du numéro de SIREN de l'éco-organisme quand les déchets sont pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

Concernant la destination des déchets:

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L.541-1 du code de l'environnement.
- le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé

A partir des éléments susvisés, il ressort que:

- le registre des déchets sortants n'est absolument pas conforme aux dispositions réglementaires en vigueur ;

Pour des transferts pris en charge par certains négociants, l'exploitant ne connaît pas la destination des déchets sortants destinés à être valorisés dans certains cas à l'étranger (Espagne, Italie, Portugal), ce qui est totalement inacceptable ;

- **L'exploitant ne dispose pas de la totalité des attestations justifiant la valorisation effective des déchets expédiés à l'étranger.**
- **Nous n'avons pas été en mesure de savoir si le transfert des déchets de plastique expédiés en Espagne pour être valorisés a fait l'objet d'une caractérisation en amont et quelle est la proportion de matière recyclée et éliminée le cas échéant.**
- **Nous n'avons également pas été en mesure de connaître le nombre précis de mouvement de déchets réalisés à l'étranger en 2022, les références aux annexes VII n'étant pas renseignées dans le registre des déchets.**

Les informations relatives aux courtiers sont absentes du registre des déchets alors que VALEOR a recours au service de 7 entreprises de négoce/courtage, dont une a son siège social localisé en Espagne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende, Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 15 jours

Référence réglementaire : Règlement européen du 14/06/2006, article 18
Thème(s) : Autre, informations accompagnant le transfert transfrontalier de déchets
<p>Prescription contrôlée : Déchets devant être accompagnés de certaines informations</p> <p>1. Les déchets visés à l'article 3, paragraphes 2 et 4, destinés à être transférés sont soumis aux exigences de procédure suivantes :</p> <p>Afin de faciliter le suivi des transferts de ces déchets, la personne relevant de la compétence du pays d'expédition qui organise le transfert veille à ce que les déchets soient accompagnés du document figurant à l'annexe VII.</p> <p>Le document figurant à l'annexe VII est signé par la personne qui organise le transfert avant que le transfert n'ait lieu et est signé par l'installation de valorisation ou le laboratoire et le destinataire au moment de la réception des déchets en question.</p> <p>2. Le contrat visé à l'annexe VII conclu entre la personne qui organise le transfert et le destinataire concernant la valorisation des déchets doit être effectif dès le début du transfert et prévoit, lorsque le transfert de déchets ou leur valorisation ne peut pas être mené à son terme comme prévu ou a été effectué de manière illégale, l'obligation pour la personne qui organise le transfert ou, lorsque cette personne n'est pas en mesure de mener le transfert des déchets ou leur valorisation à son terme (par exemple, est insolvable), pour le destinataire, de :</p> <p>reprendre les déchets ou d'assurer leur valorisation par d'autres moyens ; et prévoir, si nécessaire, leur stockage dans l'intervalle.</p> <p>À la demande de l'autorité compétente concernée, la personne qui organise le transfert ou le destinataire sont tenus de produire une copie du contrat.</p> <p>3. À des fins d'inspection, de contrôle de l'application, de planification et de statistiques, les États membres peuvent, conformément à leur législation nationale, réclamer les informations visées au paragraphe 1 sur les transferts relevant du présent article.</p> <p>4. Les informations visées au paragraphe 1 font l'objet d'un traitement confidentiel lorsque la législation communautaire et nationale l'exigent.</p> <p>Constats : Plusieurs types de déchet sont pris en charge par des négociants, à des fins de transfert à l'étranger pour y subir des opérations de valorisation, à titre d'exemple :</p> <p>N°1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dénomination usuelle des déchets: papier/carton - code déchet: 19 12 01 - personne qui organise le transfert : <u>compagnie des matières premières (CMP)</u> dont le siège social est situé 34/47 rue du moulin des bruyères- 94400 Courbevoie - date effective du transfert : 24/08/2022 Transporteur : Transportes Osmar Cobo – Paisos catalan 167-171- RIUDELLOTS DE LA SELVA- Espagne - Quantité : 24 balles, soit 24,12 tonnes - Code valorisation : R3 - producteur : Valeor Pizzorno

Nota : Il est mentionné sur le document d'accompagnement (annexe VII) le lieu de destination : Espagne sans toutefois indiquer la raison sociale et les coordonnées de l'installation réceptrice des déchets.

Par ailleurs, les cases 7 (installation de valorisation) et 2 (importateur/destinataire) ont été volontairement masqué, empêchant ainsi d'avoir les informations.

Les cases 13 (signature des déchets par le destinataire) et 14 (à compléter par l'installation de valorisation n'ont pas été datées et signées.

Au jour de notre visite, nous n'avons pas pu consulter d'attestation de valorisation délivrée par l'installation espagnole.

L'exploitant nous a adressé :

- le contrat de cession pour l'année 2023 pour des déchets fibreux 1.02, 1.05 pour 1000 t/an.

Le contrat pour l'année 2022 ne nous a pas été mis à disposition.

- le récépissé de déclaration de négoce et courtage de déchets dangereux et non dangereux n°2020-20-NC du 08/01/21.

- le récépissé de transport n°2020-17-T du 18/01/21.

N°2:

- Dénomination usuelle des déchets : papier/carton/gros de magasin

- code déchet: 19 12 01

- personne qui organise le transfert : **europa products recycling**

- importateur : S.A INDUSTRIAS CELULOSA- 40 avenue Victor Hugo-93300 Aubervilliers

Adresse : ARAGONESA- san juan de la pena N°144 50015 ARAGONESA - **ESPAGNE**

- Installation de valorisation: idem à l'importateur

Date effective du transfert : 22/04/2022

- Quantité : 21 balles, soit 23,6 tonnes

- Code valorisation : R3

- producteur : Valeor/pizzorno

- date effective du transfert : 22/08/2022

- **Transporteur: aucune indication renseignée**

- Les cases 13 (signature des déchets par le destinataire) et 14 (à compléter par l'installation de valorisation ne sont pas datées et signées

- Nous n'avons pas eu connaissance d'un éventuel contrat entre la personne qui organise le transfert (europa products recycling) et la société VALEOR.

Au jour de notre visite, nous n'avons pas pu consulter d'attestation de valorisation délivrée par l'installation espagnole.

N°3

- Dénomination usuelle des déchets : GM 1.02

- code déchet: 19 12 01 iii)

- code national: GROS COLLECTE iv)

- personne qui organise le transfert : Valeor

- Destination: RECYCLATGES SABATE

Adresse : Teixidors – Vilanova del camí - **Espagne**

- Date effective du transfert : 16/06/2022

- Quantité : 23 balles, soit 24,2 tonnes

- Code valorisation : R3

- producteur : Valeor

- **Transporteur: SERVETO : aucune adresse n'est indiquée sur le document.**

Référence document : 22S24065

Le document d'accompagnement n'est pas conforme au document CERFA 14133*03 et ne répond pas au format imposé à l'annexe 7 du règlement 1013/2006.

Les cases 7 (installation de valorisation) et 14 (transfert reçu par l'installation de valorisation ou laboratoire sont absentes sur le document.

Nota : Le document d'accompagnement n'est signé ni par la personne qui organise le transfert, ni par le représentant de l'installation qui a réceptionné les déchets. La date de réception des déchets n'est pas indiquée également.

Au jour de notre visite, nous n'avons pas pu consulter d'attestation de valorisation délivrée par l'installation espagnole.

N°4

- Dénomination usuelle des déchets : aucune dénomination usuelle du déchet

- personne qui organise le transfert : SAS RECUPRAT

Adresse : Vigne basse – 24160 Saint germain des près -

- **Destination:** Aucune information sur le document

- **Pays concerné (importation/destination):** Espagne

- Date effective du transfert : 14/01/2022

- code déchet: non renseigné

- Quantité : 23 balles, soit 24,16 tonnes

- Code valorisation : Aucun code renseigné

- producteur : Valeor

- Transporteur: Aucune information n'est indiquée sur le document

- Aucune indication quant à la destination de l'installation réceptrice des déchets

- Aucune signature ni date dans les cases 12 (personne qui organise le transfert, 13 (à réception des déchets par le destinataire) et 14 (transfert reçu par l'installation de valorisation) de l'annexe VII

Par ailleurs, l'examen du registre des déchets fait ressortir les informations suivantes:

Le négociant BIV a, au cours de l'année 2022, transféré des déchets vers 12 destinations différentes situées en Espagne. Les déchets transférés sont des balles de fibreux 1.02, 1.05, de housses 80/20, de cartons industriels, de plastiques rigides, du Combustible Solide de Récupération (CSR).

Le registre fait apparaître entre les 6 et 27 octobre 2022, le transfert de 127 tonnes de déchets de refus de tri vers une installation située en Espagne, à Palau Solitai Plegamani, sous le code D5 (centre d'enfouissement technique).

Le registre ne mentionne aucunement le recours à la procédure de notification (consentement préalable des autorités des pays importateur et expéditeur), telle que prévue pour les transferts de déchets destinés à l'élimination.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, déchets, Amende

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Transfert transfrontalier de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/06/2006, article L.541-40 II
Thème(s) : Autre, Nationalité du notifiant
Prescription contrôlée : [...] II.-En cas d'exportation de déchets soumise à notification, le notifiant est établi en France. Il en va de même pour la personne, visée au 1 de l'article 18 du règlement mentionné ci-dessus, qui organise un transfert de déchets dispensé de notification en application du 2 et du 4 de l'article 3 du même règlement. [...]
Constats : L'exploitant nous a transmis une copie du contrat passé entre VALEOR et la société de courtage/négoce IMPEX PAPER. Celui-ci indique les informations suivantes: - personne qui organise le transfert: IMPEX PAPER - période concernée: du 01 janvier au 31 décembre 2023 - Adresse: Corgesa 61-71, 5.4- 08029 BARCELONE-ESPAGNE - Types de déchets: fibreux en balles pour 1000 t/an et plastiques rigides pour 100 t/an Il ressort donc que le négociant IMPER PAPER, qui organise les transferts vers des installations espagnoles, n'est pas établi en France.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 15 jours